

Justificatif généré le 15/07/2022

Support de parution :



Date de parution :

15/07/2022

Département de publication :

(92) Hauts-de-Seine

URL de l'annonce :

<https://www.actu-juridique.fr/?p=307688>

N° d'annonce :

619610

Votre justificatif de parution pour votre annonce n°619610 parue sur notre support actu-juridique.fr le 2022-07-15.

DEUTSCHE LEASING FRANCE SAS

Société par Actions Simplifiée au capital de 23 000 000 euros
Siège social : Immeuble « Inside », 7, rue Eugène et Armand Peugeot
92500 RUEIL-MALMAISON
492 101 480 R.C.S. NANTERRE
Exercice social du 01/01/2021 au 31/12/2021
Comptes annuels approuvés par la décision unilatérale du 30 mai 2022

(Toutes les informations chiffrées sont données en euros).

BILAN AU 31 DECEMBRE 2021

ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
Crédit-bail et location avec option d'achat.....	252 785 730	273 942 744
Immobilisations incorporelles	13 146	9 102
Immobilisations corporelles	28 685	47 681
Autres actifs	11 900 513	13 767 674
Comptes de régularisation	12 488 833	18 795 286
TOTAL ACTIF	277 216 907	306 562 487

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Dettes envers les établissements de crédit	1 986 679	2 388 365
Opérations avec la clientèle	212 222 338	241 924 399
Autres passifs	15 751 187	15 056 395
Comptes de régularisation	9 594 175	9 876 129
Provisions	94 284	20 000
Dettes subordonnées	4 000 000	4 000 000
Capitaux propres hors FRBG	33 568 245	33 297 199
- Capital souscrit	23 000 000	23 000 000
- Primes d'émission	3 720 233	3 720 233
- Réserves	328 848	292 814
- Report à nouveau	6 248 118	5 563 463
- Résultat de l'exercice	271 046	720 689
TOTAL PASSIF	277 216 907	306 562 487

HORS-BILAN	31/12/2021	31/12/2020
Engagements de financement	31 187 924	20 256 410
ENGAGEMENTS DONNES	31 187 924	20 256 410
Engagements de financement	25 000 000	25 000 000
Engagements de garantie	6 589 284	11 009 688
ENGAGEMENTS RECUS	31 589 284	36 009 688

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et charges assimilées	2 047 019	2 163 542
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	83 460 914	84 610 775
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	76 974 646	78 915 560
Autres produits d'exploitation bancaire	1 892 531	1 815 019
Autres charges d'exploitation bancaire	559 774	478 881
PRODUIT NET BANCAIRE	5 772 006	4 867 811
Charges générales d'exploitation	4 682 606	4 074 917
Dot. aux amort. et aux dépréc. s/immob. inc. et corp.	29 554	39 409
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 059 845	753 485
Coût du risque	- 869 127	- 201 024
RESULTAT D'EXPLOITATION	190 719	552 460
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	190 719	552 460
Résultat exceptionnel	80 327	168 229
RESULTAT NET	271 046	720 689

ANNEXE.

REGLES ET METHODES COMPTABLES. I - Informations sur le choix des méthodes utilisées. L'exercice clos le 31/12/2021 a une durée de 12 mois et recouvre la période du 01/01/2021 au 31/12/2021. A la clôture de cet exercice le total bilan est de 277 216 907 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégage un bénéfice de 271 046 euros. L'exercice précédent clos au 31/12/2020, reporté à titre de comparatif, porte sur une période de 12 mois. Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2021 ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) applicable aux établissements de crédit dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices, et en préservant la continuité de l'exploitation. Tous les montants sont exprimés en euros. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. **II - Evénements significatifs et post-clôture.** **A. Evénements significatifs.** Pour rappel de l'exercice 2020, la Société a eu pour priorité d'apporter un soutien maximal à ses clients face à la crise exceptionnelle et inédite provoquée par la pandémie due au virus Covid-19. Cela s'est concrétisé par la mise en place de reports d'échéances sans pénalités, jusqu'à fin 2020. Les contrats ayant fait l'objet de moratoires dans le cadre de ces mesures à caractère général n'ont pas été considérés comme étant restructurés du fait de la situation financière du débiteur ; aucune dépréciation n'a donc été constatée au titre de ce report d'échéances, qui s'est simplement traduit par le décalage dans le temps des échéances initiales à percevoir. Lors de l'exercice écoulé, un contrôle très strict des clients et des contrats ayant bénéficiés de ces facilités, ainsi qu'une reprise générale de l'activité économique, ont permis de retrouver un paiement régulier des loyers à l'issue de la période de report d'échéance. La Société continue cependant de porter une vigilance accrue aux activités de recouvrement pouvant survenir. **B. Evénements postérieurs à la clôture des comptes. Conflit en Ukraine.** Le conflit en Ukraine survenu à la fin du mois de février 2022 constitue un événement postérieur qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31/12/2021, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits

mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 30/12/2021 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences. L'entreprise constate que ce conflit n'a pas d'impact sur son activité. **Contrôle URSSAF.** Un contrôle de l'URSSAF a débuté en janvier 2022. A ce jour, le contrôle poursuit son cours sans qu'aucune demande de correction ou point de surveillance n'ait été remontés. **III - Principes comptables et méthodes d'évaluation.** **A. Immobilisations. Immobilisations incorporelles.** Les immobilisations incorporelles correspondent aux frais d'établissement de la Société, ainsi qu'aux coûts des logiciels de gestion spécifique à l'activité de la société et de leurs développements. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties en linéaire sur 5 ans pour les frais d'établissement et de 1 à 4 ans pour les autres immobilisations incorporelles. **Immobilisations corporelles.** Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à l'actif du bilan et font l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation du bien. Durées d'amortissements des immobilisations d'exploitation corporelles : Matériels de bureau et informatique : de 3 à 4 ans, Mobilier : 10 ans, Agencements divers : de 4 à 10 ans. Les immobilisations mises en location sont inscrites à l'actif du bilan et font l'objet, en application du règlement CRC 2002-10, d'un amortissement sur la durée des contrats de location. Les dotations aux amortissements des immobilisations données en crédit-bail sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles. **Immobilisations corporelles en cours.** Elles concernent les biens destinés aux opérations de crédit-bail dont la mise en service chez l'utilisateur n'est pas intervenue à la date de clôture. **B. Créances et dettes.** Les créances sont classées en créances douteuses et dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. Au 31/12/2021, le solde des créances clients douteux est de 2 219 903,28 euros. Ces créances ont fait l'objet de dépréciations pour un montant de 1 750 758,15 euros. Par application du règlement ANC 2014-07, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses. Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes : lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ; lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ; s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie. Par ailleurs le solde des créances clients douteux comprend une sous-catégorie appelée créances douteuses compromises qui s'élève à 2 037 560,65 euros. Ces créances ont fait l'objet de dépréciations pour un montant de 1 698 790,51 euros. Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas par « contagion » le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée. **C. Provision pour risques et charges.** Une provision pour charges est enregistrée sur un dossier contentieux lorsque la valeur nette comptable de l'immobilisation louée ou temporairement non louée est supérieure à la valeur vénale de ce même bien. La provision correspond à la différence entre ces deux valeurs. Au 31/12/2021, les provisions pour charges ITNL s'élèvent à 5 631,26 euros. Une provision pour litiges s'élevait à 74 283,63 euros a été comptabilisée sur l'exercice. Le coût du risque reporté au compte de résultat est composé des dépréciations sur créances douteuses. **D. Produits constatés d'avance.** Les loyers relatifs aux échéanciers des contrats de crédit-bail font l'objet d'un lissage sur la durée de vie du contrat. La différence entre les loyers linéarisés et ceux facturés font l'objet d'un enregistrement en produits constatés d'avance ou l'enregistrement d'un produit à recevoir selon le cas. Au 31/12/2021, les produits constatés d'avance s'élèvent à 9 204 010,13 euros et les produits à recevoir représentent 11 109 202,86 euros. **E. Engagements. Engagements reçus.** Pour certains biens d'équipement inscrits à l'actif du bilan faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail, certains fournisseurs et garants ont donné à DEUTSCHE LEASING FRANCE au 31/12/2021 des engagements de rachats sur les contrats : Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit : 2 000 000 €, Engagements de garantie reçus de la clientèle : 4 589 284 €. La ligne d'engagement confirmée de financement reçue de DEUTSCHE LEASING FINANCE s'élève à 25 000 000,00 € au 31/12/2021. **Engagements donnés.** Les accords de financement en crédit-bail donnés au 31/12/2021 relatifs aux contrats n'ayant pas démarrés s'élèvent à 31 187 924 €. **F. Réserve latente.** La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente nette. Cette dernière est de 2 841 610,56 € au 31/12/2021. **G. Effectif moyen.** L'effectif moyen de la société sur l'exercice est de 23 salariés. **H. Provision pour indemnités de départ en retraite.** Au 31/12/2021, la provision pour indemnités de départ en retraite n'est pas significative, en conséquence cette dernière n'a pas fait l'objet d'une comptabilisation. **I. Montant des honoraires des Commissaires aux comptes.** Le montant des honoraires des Commissaires aux comptes s'élève pour l'exercice 2021 à 38 244,96 € HT. **J. Suivi des déficits reportables.** Clôture au 31/12/2011 : 265 281,83 €, Total de déficits reportables : 265 281,83 €, Déficit antérieurs imputés sur l'exercice : 360 614,69 €. **K. Rémunération des dirigeants.** Aucune rémunération, avance ou crédit n'ont été versés ou consentis aux dirigeants au cours de l'exercice. **L. Implantations directes ou indirectes détenues dans les états ou territoires n'ayant pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative.** L'article L. 511-45 du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 06/10/2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires. Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme. Au 31/12/2021, DEUTSCHE LEASING FRANCE S.A.S. n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

OPERATIONS DE CREDIT-BAIL	Brut 31/12/2020	Augmentation	Diminution	Brut 31/12/2021	Amort. et dépréc.	Val. nette cptable
Crédit-bail mobilier :						
- Immobilisations	528 633 338	73 149 103	93 232 963	508 549 478	256 489 648	252 059 829
- Créances douteuses	2 001 565	1 020 266	801 928	2 219 903	1 750 758	469 145
- Dont compromises	843 767	1 266 769	72 976	2 037 561	1 698 791	338 770
- Créances rattachées.....	249 305	299 744	292 294	256 755	-	256 755
TOTAL	530 884 209	74 469 113	94 327 185	511 026 136	258 240 406	252 785 730

DEPRECIATIONS/CREANCES DOUTEUSES SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL. **Crédit-bail mobilier.** Créance douteuses et Total, 31/12/2020 : 1 044 767, Dotations : 1 173 482, Reprises : 467 491, 31/12/2021 : 1 750 758.

AMORT. ET DEPRECIATIONS SUR OP. DE CREDIT-BAIL	Amort. 31/12/2020	Dotations Linéaires	Reprises et reclassts	Amort. 31/12/2021
Crédit-bail mobilier :				
- Immobilisations	255 792 097	76 616 852	75 924 932	256 484 017
- Provisions sur ITNL	104 601	-	98 970	5 631
TOTAL	255 896 698	76 616 852	76 023 901	256 489 648

IMMOBILISATIONS	Brut 31/12/2020	Acquis.	Cess.	Brut 31/12/2021	Amort. et dépréc.	Val. nette comptable
Frais d'établissements ..	60 850	-	-	60 850	60 850	-
Autres immob. incorp....	491 092	1 100	-	492 192	486 246	5 946
Immob. en cours	-	14 602	7 402	7 200	-	7 200
IMMOB. INCORP.....	551 942	15 702	7 402	560 242	547 097	13 146
Autres agencements	160 055	-	-	160 055	158 995	1 060
Mat. de bur. et info.....	243 902	6 302	-	250 204	231 736	18 468
Mobilier	63 735	-	-	63 735	54 578	9 157
IMMOB. CORP.	467 692	6 302	-	473 994	445 309	28 685
TOTAL	1 019 634	22 003	7 402	1 034 236	992 406	41 831

AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	Amort. et dépréc. 31/12/2020	Dotations Linéaires	Amort. et dépréc. 31/12/2021
Frais d'établissement	60 850	-	60 850
Autres immobilisations incorporelles	481 990	4 256	486 246
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	542 840	4 256	547 097
Autres agencements	158 786	209	158 995
Matériels de bureau et informatique.....	210 638	21 099	231 736
Mobilier	50 588	3 990	54 578
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	420 011	25 298	445 309

AUTRES ACTIFS	31/12/2021	31/12/2020
Fourn., avances et acptes versés, et dépôts de garantie.	9 551 143	10 532 138
Etat, impôts et taxes.....	1 185 024	2 057 360
Débiteurs divers	1 164 346	1 178 177
TOTAL	11 900 513	13 767 674

COMPTES DE REGULARISATION	31/12/2021	31/12/2020
Charges constatées d'avance.....	1 379 630	1 403 633
Produits à recevoir	11 109 203	17 391 653
TOTAL	12 488 833	18 795 286

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT. Dettes à terme, Emprunts et comptes à terme et Total, 31/12/2021 : 1 986 679, 31/12/2020 : 2 388 365.

OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	31/12/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires créditeurs.....	2 501 734	3 549 345
Comptes créditeurs à terme	209 383 354	237 754 996
Dépôts de garantie	337 249	620 058
TOTAL	212 222 338	241 924 399

AUTRES PASSIFS	31/12/2021	31/12/2020
Fournisseurs	11 489 293	10 237 848
Dettes fiscales et sociales.....	771 302	797 073
Créditeurs divers	1 502 208	1 538 936
Subvention	1 988 384	2 482 538
TOTAL	15 751 187	15 056 395

COMPTES DE REGULARISATION	31/12/2021	31/12/2020
Loyers constatés d'avance.....	9 204 010	9 627 018
Autres charges à payer	390 165	249 111
TOTAL	9 594 175	9 876 129

CAPITAUX PROPRES	31/12/2020	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	31/12/2021
Capital	23 000 000	-	-	23 000 000
Primes d'émission	3 720 233	-	-	3 720 233
Réserves.....	292 814	-	36 034	328 848
Report à nouveau	5 563 463	-	684 655	6 248 118
Résultat	720 689	271 046	- 720 689	271 046
TOTAL	33 297 199	271 046	-	33 568 244

Au 31/12/2021, le capital se compose de 46 000 actions d'une valeur nominale de 500 euros.

ENGAGEMENTS DONNES. Engagements en faveur de la clientèle, Engagements relatif aux opérations de crédit-bail et Total, Autres et total : 31 187 924.

ENGAGEMENTS RECUS	Accordées par Aut. ent. liées	Autres	Total
Engagements reçus des E.C.....	25 000 000	-	25 000 000
Engagement de garantie :			
- Gar. reçue concernant les op. de crédit-bail	-	4 589 284	4 589 284
- Garantie reçue des E.C.	2 000 000	-	2 000 000
TOTAL	27 000 000	4 589 284	31 589 284

INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts sur compte ordinaire.....	5	26
Intérêts sur compte et emprunts	30 866	36 447
SUR OPERATIONS AVEC LES ETS DE CREDIT.....	30 872	36 473
Intérêts sur compte ordinaire.....	-	125
Intérêts sur compte et emprunts	1 877 855	1 999 473
Intérêts sur emprunt subordonné.....	138 293	127 471
SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 016 148	2 127 069
TOTAL	2 047 019	2 163 542

PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL.	31/12/2021	31/12/2020
Détail des produits sur opérations de crédit-bail		
Loyers.....	80 541 768	82 533 883
Indemnités de résiliation, autres produits	439 112	208 950
Q-p. de subvention et participation virées au résultat	752 395	673 554
Plus-values sur cessions.....	1 588 710	1 117 251
Reprise provisions pour risques	138 930	77 137
TOTAL	83 460 914	84 610 775

Détail des charges sur opérations de crédit-bail	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements	76 616 852	78 631 911
Dotation provisions pour risques	39 960	-
Moins-values sur cessions	310 851	256 141
Autres	6 984	27 508
TOTAL	76 974 646	78 915 560

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	31/12/2021	31/12/2020
Refacturations Intra Groupe	1 525 512	1 562 408
Autres charges refacturées	367 019	252 611
TOTAL	1 892 531	1 815 019

AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	31/12/2021	31/12/2020
Bancaire : Charges sur engagements de garantie.....	463 144	399 529
Non bancaire : Charges diverses gestion courante	96 630	79 351
TOTAL	559 774	478 881

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	31/12/2021	31/12/2020
Honoraires	168 734	178 122
Impôts et taxes	148 981	145 932
Charges de personnel.....	2 989 648	2 636 325
Locations	279 825	273 449
Cotisations organismes financiers	10 025	10 092
Transport, déplacement et frais de mission	123 139	106 837
Frais actes et contentieux	72 806	71 384
Divers	866 032	634 157
Assurances	23 415	18 620
TOTAL	4 682 606	4 074 917

EMPLOIS ET RESSOURCES OPERATIONNELS VENTILES SELON LA DUREE RESTANT A COURIR.

Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
A terme.....	101 303	306 044	1 579 332	-	1 986 679
DETTES ENVERS L'ETS DE CREDIT					
A vue	2 501 734	-	-	-	2 501 734
A terme.....	20 171 358	55 603 763	128 601 786	5 343 696	209 720 604
COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLTELE..	-	-	-	-	- 212 222 338
TOTAL	22 774 396	55 909 807	130 181 118	5 343 696	214 209 017

COUT DU RISQUE	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux provisions pour créances douteuses.....	- 1 173 482	- 408 678
Pertes sur créances irrécouvrables.....	- 149 153	- 82 428
Charges exceptionnelles diverses	- 13 983	- 10 971
Reprise sur provisions pour créances douteuses	467 491	301 052
TOTAL	- 869 127	- 201 024

Résultat exceptionnel. Produits exceptionnels divers et Total, 2020 : 168 229, 2021 : 80 327.

VENTILATION IMPOT SUR LES SOCIETES. 31/12/2021. Bases imposables au taux de : 26,50 %, Au titre du résultat courant avant impôts : 280 288, Au titre du résultat exceptionnel : 80 327, Imputation des déficits : 360 615.

OPERATIONS SE RAPPORTANT A DES ENTREPRISES LIEES OU AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION. **Entreprises liées.** **Emplois.** Créances sur la clientèle et Total : 296 254. **Ressources.** Dettes envers les sociétés commerciales : 213 543 158, Comptes créditeurs de la clientèle : 2 501 734, Total : 216 044 892. **Charges.** Charges sur dette subordonnée : 138 293, Charges/Dettes envers les sociétés commerciales : 2 359 935, Commissions/Engagement sur ligne refinancement : 373 703, Total : 2 871 931. **Produits.** Refacturation intragroupe et Total : 1 525 512.

FILIALES ET PARTICIPATIONS. Néant.

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL. Catégorie de titres. Actions ou parts sociales composant le capital social au début et en fin d'exercice, Nombre : 46 000, Valeur nominale : 500.

IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE. DEUTSCHE SPARKASSEN LEASING AG & Co. KG ; Frölingstrasse 15-31, D-61352 Bad Homburg, Allemagne.

AFFECTATION DU RESULTAT. L'Associé Unique constate que le bénéfice de l'exercice s'élève à un montant de 271 046 euros et décide de l'affecter de la manière suivante : Bénéfice de l'exercice : 271 046 euros. Au compte « Réserve légale » : 13 552 euros. Au compte « Report à nouveau » : 257 494 euros. Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Associé Unique prend acte qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois exercices précédents.

EXTRAIT DU RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES. Opinion. En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DEUTSCHE LEASING FRANCE S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. **Fondement de l'opinion. Référentiel d'audit.** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. **Indépendance.** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport. **Justification des appréciations.** La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le

cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits. C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. Votre société constitue des dépréciations des créances clients selon les modalités décrites dans la note III.B des règles et méthodes comptables. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre société sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de cette approche. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations. **Vérifications spécifiques.** Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé Unique. Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce. Paris - La Défense, le 25 mai 2022, KPMG S.A. : Valéry FOUSSÉ, Associé. Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.